



The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Régulation de la sphère viticole dans la périphérie européenne : le cas du Portugal

Orlando SIMÕES

*Wine sector
regulation at the
periphery of Europe:
the case of Portugal*

Summary – Its position at the periphery of Europe confers specific features to Portugal's economic and social attributes. Internally, the three main characteristics are: a dominant role of the State in domestic affairs, strong social solidarity mechanisms and a complex social fabric relying on informal compensatory mechanisms. Externally, emphasis is laid on Portugal's geo-strategic position at the European periphery and the implications of such a position. The present study approaches Portuguese viticulture in terms of sectorial regulation, and identifies historical periods with different forms of regulation of the viticultural industry. The major differences and similarities between Portugal and the European wine producing country par excellence, i.e. France, are highlighted.

Starting from the XVIIIth century, the first period that is identifiable in this historical analysis lasted till the first quarter of the XXth century. This period corresponds to a phase of institutionalisation of two wine spheres, i.e. Port wine versus other wines. A phase of mass production then followed from the 1930s to the 60s. During this period, the Port wine trade met with difficulties on international markets and production of domestic common wine was favoured. Finally, a third period corresponds to integration into Europe. Following the development of new consumption patterns, this period is characterised by a qualitative renewal both on internal and external markets.

Since 1861, Portugal and France have adopted the same global strategy in world-wide viticulture. Concerning the differences between the two countries, Portugal is characterised by the dominant role of the State, weak professional organisations, delayed adoption of new consumption patterns and delay in the existing relations of production and subjection to foreign economic regimes. With respect to this dependence, the importance of the integration process into the European community should be underscored for the wine sector. This integration has promoted access to more quality-demanding markets. It has been a funding resource to improve the productive and industrial levels of Portugal and has helped to develop new ways of organising and managing the wine sector. As a result, this sector has become less government-dependent and more concerned with quality. These factors have made it possible to increase the relative share of quality wines (VQPRD) in the national wine production, and have also helped reduce the traditional polarisation between Port wine and the remaining Portuguese wines. A better range of wines can now be found on the market.

Key-words:

Portugal, regulation, wine, viticulture

*Régulation de la sphère
viticole dans
la périphérie
européenne: le cas
du Portugal*

Résumé – La situation du Portugal dans la périphérie européenne lui confère des caractéristiques spécifiques. Au niveau interne, on relève le rôle prépondérant de l'Etat, de forts mécanismes de solidarité sociale et un tissu social complexe avec des mécanismes compensatoires informels. Au niveau externe, le positionnement géostratégique du pays et les conséquences qui en découlent prédominent. Dans une approche en termes de régulation sectorielle, des périodes avec différentes formes de régulation de la viticulture portugaise sont identifiées et les principales similitudes et différences relatives au pays vinicole central par excellence, la France, sont mises en évidence. Côté similitudes, le processus d'institutionnalisation des deux sphères viticoles, les relations entre les crises viticoles et la création de dispositifs institutionnels spécifiques sont analysés. Côté différences, on peut citer le rôle prépondérant de l'Etat, la fragilité des organisations professionnelles, l'adoption tardive des nouveaux modèles de consommation et d'une véritable politique de qualité, le retard des relations de production et la dépendance du pays vis-à-vis du régime international.

Mots-clés:

Portugal, régulation, vin, viticulture

* Instituto Politécnico de Coimbra, Escola Superior Agrária, Bencanta, 3040-316 Coimbra, Portugal
e-mail: orlando@mail.esac.pt

Je tiens à remercier le Professeur F. Oliveira Baptista pour les suggestions et recommandations qui ont conduit à l'élaboration de cet article, et H. Merouani pour sa traduction et sa mise au point.

LE vin fut l'un des plus importants sujets de la question agraire portugaise. Premier produit d'exportation jusqu'aux premières décennies du XX^e siècle, il continue aujourd'hui d'occuper une place importante dans l'économie nationale. En 1996, le moût et le vin représentent, en valeur, 36 % de la production végétale nationale, 16,4 % de toute la production agricole (MADRP, 1997), 51 % des exportations agricoles nationales et 15 % des exportations agro-forestières. La production viticole constitue aujourd'hui un avantage comparatif pour le marché extérieur (Monitor Company, 1994).

Au-delà des aspects économiques, la vigne s'intègre dans un contexte de multifonctionnalité. En tant qu'agent d'humanisation des vastes régions dont les sols ont de faibles potentialités agricoles, elle contribue au maintien sur place de générations successives. La modulation de ses paysages au cours du temps offre de multiples opportunités de loisirs. Grâce à sa dimension symbolique liant le vin à l'art et à la culture des peuples du bassin méditerranéen, elle est devenue un fort instrument de différenciation sociale. Enfin, la complexité des relations entre les différents acteurs sociaux et la prolifération des intérêts en présence ont conduit à l'intervention des pouvoirs publics.

Dans ce contexte, et compte tenu de la situation du pays dans la périphérie européenne, nous présentons ici une analyse de l'évolution de la viti-viniculture portugaise, dans une approche en termes de régulation sectorielle. La première partie est consacrée à la spécificité du Portugal dans la périphérie européenne. Dans la deuxième partie, nous procédons à la périodisation de l'évolution du secteur viti-vinicole. La compatibilité entre les différents niveaux du régime économique de fonctionnement du secteur viti-vinicole (production, circulation et consommation) et les dispositifs institutionnels sous-jacents est ainsi mise en évidence. La dernière partie souligne la spécificité de la régulation viticole portugaise comparée au pays viticole **central** par excellence, la France.

LA RÉGULATION SECTORIELLE DANS LA PÉRIPHÉRIE EUROPÉENNE

La théorie de la régulation (Aglietta, 1982; Boyer, 1987) constitue actuellement une référence pour la compréhension de l'évolution des sociétés contemporaines. Bien que développée au niveau macro-économique, elle contient les éléments essentiels d'une analyse diversifiée du secteur viti-vinicole: une vision de l'économie qui ne s'affaiblit pas dans la rationalité économique, grâce à l'application de concepts développés dans d'autres disciplines des sciences sociales; une importante contribu-

tion de l'économie institutionnelle qui s'adapte parfaitement à un secteur fortement régulé par des règles sociales et des normes juridiques; une nouvelle approche des crises économiques et des conflits sociaux permettant une meilleure compréhension des mécanismes complexes qui régulent les sociétés contemporaines.

En considérant l'articulation entre les niveaux sectoriels et globaux de la régulation (Boyer, 1990), Bartoli et Boulet (1989 et 1990) ont développé les instruments conceptuels nécessaires à une approche régulationniste du secteur viti-vinicole français, dont ils montrent la complexité par l'interpénétration des aspects économiques, sociaux et politiques dans la régulation d'une activité productive. Nous retiendrons ces instruments conceptuels pour analyser l'évolution de la viti-viniculture d'un pays de la périphérie européenne, en considérant sa propre spécificité interne. Ainsi, notre objectif n'est pas de discuter si la viticulture est, ou non, un niveau pertinent de régulation sectorielle dans une approche par le produit mais, avant tout, d'utiliser cet instrument pour rendre compte des spécificités de la régulation dans la semi-périphérie. Toutefois, du fait des inter-relations que nous avons pu observer entre la viticulture et les autres sous-secteurs agricoles au sein d'une agriculture paysanne et peu industrialisée (Simões, 1998), nous partageons l'opinion de Lacroix et Mollard (1995) sur l'importance du rapport social du travail en agriculture, c'est-à-dire une approche par les relations sociales de production.

Au-delà de la problématique de la régulation sectorielle, il faut aussi considérer les implications de la régulation sur le plan spatial. En effet, l'accent régulationniste sur la variabilité historique et spatiale des dynamiques économiques et sociales conduit à la nécessité de prendre des précautions quand nous appliquons les instruments conceptuels de cette théorie aux différents contextes, spécialement lorsque ceux-ci se réfèrent à des espaces situés dans différents contextes de développement.

Les concepts de référence régulationniste

Pour synthétiser l'articulation entre les régimes économiques de fonctionnement et les dispositifs institutionnels qui les supportent (Boyer, 1987), Bartoli et Boulet (1989, p. 715) ont défini trois niveaux de déterminants pour la compréhension de la dynamique longue de la sphère viti-vinicole: la **logique de la valeur**, basée sur la distinction entre la valeur d'usage et la valeur d'échange du produit vin, la **logique des forces productives et des relations sociales** et la **logique institutionnelle**.

- Dans la **logique de la valeur**, ce qui nous intéresse, c'est l'utilité qui découle de l'utilisation du bien en question, sa valeur d'usage, ainsi que son environnement social, c'est-à-dire les conditions d'appropriation et de réalisation de cette valeur à travers la consommation. Les auteurs

cités distinguent ici deux aspects importants : une valeur d'usage liée au vin comme produit nécessaire et fournisseur de calories pour l'alimentation humaine (moment objectif); une valeur d'usage liée au symbolisme du vin comme produit de luxe, de socialisation et de différenciation sociale (moment subjectif). C'est cette logique qui permet la distinction des grandes catégories de vin selon des critères qualitatifs.

- Concernant le deuxième niveau, notre objectif est de vérifier comment les composantes des forces productives ont évolué dans ce secteur, c'est-à-dire la force de travail, les moyens de production (qui intègrent le progrès technologique et les savoir-faire accumulés) et leur combinaison. Cette évolution a lieu dans un secteur économique où l'on trouve encore d'importantes formes d'organisation non capitaliste, à savoir l'agriculture familiale.

- Enfin, la **logique institutionnelle** se fait l'écho de l'ancienneté, de la permanence et de l'intensité des interventions du pouvoir institué sur ce secteur économique. Nous inclurons ici, non seulement les formes et les mécanismes concrets d'intervention, mais aussi la nature et les niveaux des instances intervenantes : l'Etat, les corporations, les associations, les organisations interprofessionnelles. *In fine*, il s'agit du niveau d'intervention des dispositifs institutionnels dans la régulation de la sphère viticole.

A partir de ces déterminants, il est possible d'analyser succinctement la dynamique longue du secteur viti-vinicole au Portugal. Nous y reviendrons ultérieurement.

Les aspects spatiaux de la régulation

Le concept de **semi-périphérie** a été développé par Wallerstein (1979, 1984) pour désigner, dans l'ensemble de l'économie mondiale, la position relative des pays qui présentent des états intermédiaires de développement situés entre les pays **centraux** et les pays **périphériques**. Ce concept n'a pas de logique fondatrice et évolutive propre. On parle d'une catégorie conceptuelle dérivée qui attribue aux sociétés ainsi désignées des caractéristiques soit des pays **centraux**, soit des pays **périphériques**, ou des caractéristiques intermédiaires quand elles sont mesurées par des variables continues.

Pour être opérationnel, le concept de **semi-périphérie** doit être régionalisé en fonction des principaux pôles du système mondial : Europe, Amérique ou Asie. En chacun de ces pôles, les pays **semi-périphériques** conquièrent une identité propre qui résulte de leur contexte spatial et évolutif spécifique. Si on considère seulement le cas européen, la **semi-périphérie** se réduit à une **périphérie** localisée, dans laquelle les sociétés conservent les caractéristiques générales des **semi-périphéries** mon-

diales, en même temps qu'elles les rendent plus spécifiques selon le contexte historique, culturel et géostratégique.

La caractéristique générale des **semi-périphéries** – elles constituent des agents intermédiaires entre les centres et les périphéries (Wallerstein, 1984) – prend une signification spéciale dans le cas portugais. Pendant la période coloniale, le Portugal a occupé une position **centrale** par rapport aux sociétés colonisées et une position **périphérique** face aux principaux centres d'accumulation de capital. Après cette période, et dans un autre contexte, il a gardé la capacité d'intermédiation qui s'est développée dans les conditions sociales, politiques, économiques et culturelles de la société portugaise.

Au-delà de cette position relationnelle, qui s'inscrit dans l'insertion du pays dans le régime international, Santos (1990, p. 109) précise le concept de **semi-périphérie** dans le contexte européen, en lui conférant une consistance théorique et opérationnelle : ce sont des sociétés caractérisées par une **discordance articulée** entre les relations de production capitaliste et les relations de reproduction sociale, c'est-à-dire entre le niveau de développement du système productif et le niveau atteint par les modèles de consommation. **Discordance**, parce que ces sociétés accusent un retard de développement des relations entre le capital et le travail dans la sphère de production, par rapport aux relations sociales qui président aux modèles et pratiques dominantes de la consommation. **Articulée**, parce que cette discordance correspond à un *statu quo* qui présente une certaine stabilité temporelle. Dans le cas portugais, cette articulation est soutenue par deux types de facteurs : une structure de classe sociale spécifique qui amortit les conflits entre le capital et le travail, et une importance fondamentale de l'Etat dans la régulation de l'économie. En d'autres termes, il existe dans cette société des mécanismes qui permettent des niveaux et des pratiques de consommation plus avancés que ceux espérés si l'on considère le niveau de développement de leurs forces productives.

Contrairement aux pays **centraux**, où les relations de production sont caractérisées par de hauts niveaux de productivité, par une relation salariale formelle et institutionnalisée et par une forte présence de classes moyennes qui atténuent les conflits entre le capital et le travail, le Portugal présente un tissu social complexe qui crée des mécanismes informels compensatoires du retard des relations de production (Santos, 1990, p. 118). On peut citer : un poids certain de la petite agriculture familiale à temps partiel comme forme de reproduction de la force de travail ; plusieurs formes d'économie parallèle dues aux diverses défaillances du système fiscal ; des politiques de redistribution désengagées du processus d'accumulation, comme par exemple l'élargissement de la sécurité sociale aux régimes non contribuables et le contrôle administratif des quelques rentes urbaines ; l'importance relative des intérêts des dépôts bancaires des petits épargnants ; les envois des émigrés ; etc.

Dans la mesure où il supporte la classe ouvrière, cet ensemble d'économies permet une reproduction sociale plus avancée que celle espérée à partir des productions existantes. Par ailleurs, d'un point de vue social, il existe aussi de forts mécanismes d'atténuation des conflits entre le capital et le travail : un ensemble de manifestations culturelles et idéologiques qui renforcent les relations de solidarité sociale ; de fortes relations familiales et de voisinage ; le travail domestique des femmes, des jeunes et des vieux ou le travail supplémentaire des adultes.

Le fonctionnement de ces mécanismes confère à l'Etat une position centrale. Du fait de la fragilité des organisations qui représentent les intérêts sociaux et professionnels, du poids significatif des relations sociales précapitalistes et des limites du processus d'accumulation du capital résultant du positionnement géostratégique du pays, l'Etat est fréquemment appelé à arbitrer des conflits sociaux. A l'époque du *Estado Novo*⁽¹⁾, le système politique maintenait un Etat fort avec un pouvoir d'intervention important sur le système économique, qui tolérait ou encourageait la discordance relative entre la production capitaliste et la reproduction sociale. Depuis 1976, dans un régime démocratique, l'Etat a relancé le régime d'accumulation en contournant, quand c'est nécessaire, le cadre légal et les relations sociales de l'orientation socialiste issues de la période prérévolutionnaire de 1974-1975. Pour cela, il a fréquemment procédé soit à la non-application de la loi, soit à son application sélective ou même à son instrumentalisation (Santos, 1990).

Le positionnement géostratégique du pays, sa structure sociale interne et le rôle joué par l'Etat sont par conséquent des caractéristiques de la spécificité du Portugal dans la périphérie européenne. Ces caractéristiques conditionnent non seulement la régulation de la formation sociale portugaise dans sa globalité, mais aussi son articulation avec les niveaux sectoriels. Dans le secteur viti-vinicole, au-delà des aspects institutionnels et sociaux, la *périphérie* se traduit aussi par une structure des exploitations agricoles très défailante. D'une part, les petites exploitations dominent presque toutes les régions vinicoles (à l'exception de l'*Alentejo*). Malgré l'abandon des petits vignobles durant les années 80 et 90, l'aire moyenne des vignobles par exploitation continue à être faible : 0,66 ha en 1979 ; 0,74 ha en 1989 et 0,94 ha en 1997. D'autre part, la spécialisation en vin reste encore une pratique peu commune dans les exploitations agricoles à l'exception du *Douro*, où 31 % de la superficie agricole est occupée par la vigne. La polyculture prédomine dans les autres régions. En effet, en 1997, seulement 9,6 % des exploitations agricoles et 3,5 % de leur surface étaient des exploitations spécialisées en vin (OTEX viticulture).

⁽¹⁾ *Estado Novo* est le régime politique dictatorial qui s'est développé au Portugal à partir de 1926. Il a modifié l'ordre constitutionnel en 1933 et s'est terminé en 1974, à la suite d'un coup d'Etat conduit par les militaires.

Tableau 1. La régulation de la sphère viti-vinicole au Portugal

| Logique | Niveau | Institutionnalisation de deux sphères viticoles (jusqu'aux années 30) | Passage à une production de masse (des années 30 aux années 60) | Une nouvelle différenciation qualitative (fin des années 80 et 90) |
|--|-----------------------|---|--|--|
| Logique de la valeur | Production et Échange | - Vin du <i>Douro</i> (<i>Porto</i>) - Vins courants | - Vin du <i>Douro</i> (<i>Porto</i>) + Vin certifié des RD - Vins courants | - VQPRD + VLQPRD + VEQPRD - Vin de pays - Vin de table |
| | Consommation | - Vin du <i>Douro</i> (<i>Porto</i>) - Vins courants | - Vin de <i>Douro</i> (<i>Porto</i>) + Vin certifié des RD - Vins courants | - VQPRD + VLQPRD + VEQPRD + Marque commerciale - Vin de pays + Marque commerciale - Vin de table + Marque commerciale |
| Logique des forces productives et des rapports sociaux | Production | - Domaine des <i>patrimoines fonciers</i> et <i>maisons agricoles</i> (ordre rural traditionnel) | - Continuation de l'ordre rural traditionnel - <i>Douro</i> : défense institutionnelle de petits et moyens viticulteurs - Affirmation, en général, de la petite et moyenne viticulture | - Viticulture professionnelle (logique d'entreprise) - Viticulture familiale : à temps principal et à temps partiel |
| | Échange | - Vin de <i>Porto</i> : exportateurs anglais - Vins courants : grand commerce lié à la grande production (compagnies vinicoles) | - Domaine du capital mercantile - Accumulation basée sur la spéculation du négoce du vin courant | - Domaine du capital industriel - Accumulation basée sur <i>des conventions civiles</i> , combinées avec <i>des conventions industrielles</i> |
| Logique institutionnelle | Production | - RD : Commissions de viticulture régionales - Vins courants : législation spécifique et organisations institutionnelles indifférenciées | - Surfaces avec juridiction propre : CVRVV, CD et FVD - Surfaces de juridiction de la JNV | - IVP ; CIRD ; CVR - IVV : - Organismes de certification de vins de pays - Gestion des vins de table |
| | Échange | - Associations commerciales de <i>Porto</i> (ACP) et de Lisbonne (ACL) | - Marché interne - GAV - Marché externe - GEVP ; GEV | - Associations professionnelles |

Notes : Cette étude se réfère uniquement aux vins du Portugal continental, non compris les îles des Açores et de Madère. En termes de sphères productives, le vin de *Madeira* est comparable au vin de *Porto*. Cependant, il a perdu de l'importance au cours des dernières décennies.

Pour la définition des sigles: voir la liste des sigles située en fin d'ouvrage.

LA VITICULTURE PORTUGAISE AU XX^e SIÈCLE

A partir des déterminants définis précédemment, le tableau 1 présente une synthèse de la dynamique longue de la sphère viti-vinicole au Portugal. Trois périodes : l'institutionnalisation de deux sphères vinicoles avant les années 30, l'émergence d'une production en masse, située entre les années 30 et 60, et la nouvelle différenciation qualitative, depuis le milieu des années 80. Entre ces deux dernières périodes, une phase de transition apparaît, au cours de laquelle les caractéristiques s'éloignent progressivement de la première période et se rapprochent de la seconde.

L'institutionnalisation de deux sphères vinicoles

L'institutionnalisation de deux sphères vinicoles est apparue au Portugal dès la fin du XIX^e siècle, et s'est maintenue jusqu'aux années 30. Cependant, les raisons à l'origine de cette dualité sont bien antérieures : elles reflètent la distinction, traditionnelle depuis l'antiquité classique, entre les vins communs et les vins de luxe et elle s'est développée au Portugal avec la protection de la viticulture dans la région du *Douro*, initiée en 1756.

Jusqu'à 1907, on distinguait, d'un côté, les vins du *Douro*⁽²⁾ et de l'autre, les vins nationaux. De 1907 aux années 80, en plus du *Douro*, plusieurs *Regiões Demarcadas* (RD)⁽³⁾ ont été protégées, certaines de très petite dimension et en régression (*Bucelas*, *Colares* et *Carcavelos*), d'autres plus importantes (*Vinhos Verdes*, *Dão* et *Moscatel de Setúbal*). Cette même distinction se retrouve entre les vins certifiés des RD, le *Porto* y compris, et les vins courants. Après 1986, avec l'adoption de la PAC, la dualité s'est atténuée et on a constaté une diversification qualitative des VQPRD aux vins de table en passant par les vins de pays.

Revenant au processus d'institutionnalisation, Bartoli et Boulet (1990, p. 21) distinguent deux éléments articulés : la **codification du produit**, d'une part, c'est-à-dire la mise en place d'un ensemble d'activités cohérentes qui définissent les normes fondamentales de production, les conditions générales de circulation et les fonctions exercées au niveau de la consommation et, d'autre part, les **conditions de sectorisation**, c'est-à-dire les conditions historiques à l'origine de cette même codification.

Dans le cas portugais, la **codification** du *Porto* date des années 1820. Dans un premier temps, la fermentation du vin est arrêtée par addition

⁽²⁾ Depuis 1756, les vins du *Douro* comprennent : le vin de *feitoria* (vin de liqueur plus connu aujourd'hui comme vin de *Porto*) et les vins de consommation courante. Cependant, jusqu'à l'intégration communautaire, la protection institutionnelle, bien que différente selon le type de vin, a toujours concerné toute la région.

⁽³⁾ *Região Demarcada* (RD) était le terme utilisé au Portugal avant 1986 pour désigner les **Appellations d'origine**, plus centré sur la protection de la région administrative que sur les caractéristiques mêmes des vignobles. Depuis 1986, le terme est resté le même, mais le concept a été adapté à l'OCM viti-vinicole.

d'eau-de-vie. Ce procédé a permis de transformer un vin (sec) alcoolisé (pour mieux supporter le voyage vers l'Angleterre) en un vin liquoreux (doux). A la même époque, de nouvelles habitudes de consommation apparaissent en Angleterre. Le vin de *Porto*, utilisé jusqu'alors pour accompagner les repas, est désormais utilisé au dessert, ou dégusté seul. Ces changements sont aussi liés à la reconquête du marché anglais par les vins français vers le milieu du XIX^e siècle. Le second aspect de la **codification** concerne la fixation administrative des quantités de vin à produire annuellement. Pour cela, les quantités produites sont moins influencées par les oscillations de production et sont de plus en plus dépendantes de l'évolution des marchés (cette fixation a fonctionné de 1838 à 1865, puis elle est réapparue en 1932).

La **codification** du vin courant s'est faite, comme en France, à travers la définition restrictive du produit (résultat de la fermentation de raisins frais), conséquence de la crise viticole apparue au tournant du siècle dernier.

Pendant les crises de l'oïdium et du phylloxéra, et dans un contexte de libre commerce, une grande partie de la production viticole du Sud⁽⁴⁾ s'est développée, non seulement pour compenser les diminutions de production du *Douro* (en vin et en eau-de-vie), mais aussi pour alimenter le courant d'exportation, surtout vers la France (pour les mêmes raisons) pendant les années 1880 à 1890. Avec la diminution des exportations vers les principaux marchés de l'époque (Angleterre pour le vin de *Porto* et France et Brésil pour le vin courant), les circuits de production et de commerce des vins du *Douro* et de ceux du Sud sont entrés en conflit. De cet événement sont nés les déséquilibres sectoriels qui ont marqué le tournant du siècle, l'expression sociale de ces mêmes déséquilibres (qui a justifié la nécessité et l'opportunité de l'intervention du pouvoir politique) et, finalement, la création des premières formes de représentation des divers intérêts liés à la filière du produit. Le résultat de la crise a été la législation de 1907/08 qui a rétabli le protectionnisme dans la région du *Douro* et, par extension, créé de nouvelles RD. Dans le cas du *Douro*, la protection concernait l'interdiction d'entrée d'autres vins dans la région délimitée, l'exclusivité d'embarquement du vin de *Porto* à travers le port de cette ville, et un règlement portant sur la production et la commercialisation du vin de *Porto*. Dans le cas des autres RD, étant donné qu'elles n'avaient pas de poids dans le commerce, seule la protection du marché régional à travers l'interdiction d'entrée d'autres vins a eu quelque importance. Dans les deux cas, des Commissions de viticulture régionales ont été créées pour garantir l'application des règlements respectifs de protection.

Au niveau de la production, les relations sociales tournaient beaucoup autour du rôle de la grande propriété. Le poids des salariés agricoles dans les régions viticoles (*Lisboa, Santarém, Porto, Braga* et *Vila*

⁽⁴⁾ Vins du Sud : ce terme désignait les vins produits dans les régions du *Ribatejo* et d'*Oeste* qui, par leurs caractéristiques, permettaient de plus grandes productions et des coûts plus bas.

Real) était considérable: 40 à 50 % de la population active agricole en 1930, et ceci, sans compter le travail des femmes, des jeunes de moins de 14 ans et des journaliers irréguliers, ce qui élèverait considérablement ces pourcentages. C'était la période où chaque village possédait un ou deux **patrimoines fonciers** ou **maisons agricoles**⁽⁵⁾, dans lesquels travaillait une partie significative des villageois, pour certains simplement en échange d'aliments et d'un endroit pour dormir.

Au niveau de la distribution du produit, différents circuits existaient selon la sphère en cause. Le vin de *Porto* était dominé par les marchands anglais associés dans l'ACP. Les autres vins étaient dominés par les circuits commerciaux liés aux grands producteurs, soit directement à travers des réseaux propres de distribution à Lisbonne, soit à travers l'action des **Compagnies vinicoles** dont ils étaient actionnaires.

A l'exception du *Douro*, les régions viticoles créées à cette période n'ont pas su affirmer leur condition de dénomination d'origine, soit parce qu'elles n'avaient pas la dimension nécessaire pour créer une dynamique de croissance (*Bucelas*, *Carcavelos*, *Colares* et *Moscatel de Setúbal*), soit parce qu'elles étaient trop occupées à protéger leur marché régional (*Vinhos Verdes* et *Dão*).

Du point de vue institutionnel, et en plus des Commissions de viticulture régionales déjà référées, la représentation professionnelle était faite par des organisations non spécialisées en viti-viniculture, tant au niveau de la production (l'ACAP, par exemple), qu'au niveau du commerce (ACP et ACL).

L'émergence d'une logique de production de masse

La gestion des conflits entre les ruralistes et les industrialistes au sein de l'*Estado Novo* (Baptista, 1993a), avec la suprématie des premiers, a considérablement prolongé l'ordre **traditionnel** dans les sociétés rurales des régions de vignobles. Cet **ordre traditionnel**, sur lequel s'appuyaient les relations sociales de production, a été construit dans une structure de pouvoir dont les piliers étaient la grande propriété et l'idéologie de l'Eglise catholique véhiculée par les curés des villages. Seul l'exode rural des années 60, avec ses migrations internes et externes, est venu créer quelques difficultés dans les exploitations basées sur la main-d'œuvre salariée, initiant un processus de capitalisation des systèmes productifs qui s'est prolongé jusqu'aujourd'hui.

Parallèlement, et suite à la division progressive de la propriété qui est allée en s'intensifiant depuis la fin des majorats et la Loi sur les succes-

⁽⁵⁾ **Patrimoine foncier** dans le Nord et **maison agricole** dans le Sud (Baptista, 1993b), ces termes désignent les grandes propriétés viticoles, exploitées directement ou données en location, et dont l'origine remonte aux structures seigneuriales de l'Ancien Régime.

sions de 1867, la petite et moyenne production familiale a commencé à prendre de l'importance : participation à la croissance de la production nationale (Nunes *et al.*, 1989), qui a permis à un grand nombre de paysans de dépasser le seuil de subsistance et de mettre des excédents sur le marché ; défense institutionnelle de la petite et moyenne propriété dans les RD, particulièrement dans le *Douro* et les *Vinhos Verdes*.

C'est le développement de la petite et moyenne viticulture qui a conduit à une plus grande spécialisation du commerce. Contrairement à la grande production, l'atomisation de l'offre par les petites exploitations a permis le développement des opérations de concentration, de lotissement, d'emmagasiner et de distribution du produit. Ces opérations ont favorisé l'accumulation du capital marchand qui s'inscrit dans la spéculation sur un marché soumis à de grandes variations de l'offre.

L'organisation corporative de l'*Estado Novo* est venue consolider la structure institutionnelle antérieure, en renforçant le rôle des organismes régulateurs des plus grandes RD (*Vinhos Verdes*, *Douro* et *Dão*), en même temps qu'elle subordonnait les organismes des RD plus petites (*Bucelas*, *Carcavelos*, *Colares* et *Moscatel de Setúbal*) à la politique générale de la JNV. Cette division structurale s'étend au domaine des échanges où la **logique de la valeur** séparait encore plus le marché du vin de *Porto* des autres vins nationaux. Dans ce domaine en effet, contrairement au domaine de la production, la protection accordée aux vins des RD (à l'exception du *Porto*) se faisait encore moins sentir, du fait de la division du marché en deux parties : le marché interne (GAV) et les marchés externes (GEVP et GEV).

Les RD ont continué à avoir des difficultés à s'affirmer comme de véritables appellations d'origine. Les vins certifiés provenant des régions des *Vinhos Verdes*, *Dão*, *Bucelas*, *Colares* et *Moscatel de Setúbal* ne représentaient que 1,8 % (moyenne entre 1938-40) du vin total vendu par le GAV dans l'aire de son siège à Lisbonne. Seules les plus grandes RD ont pu continuer à s'intéresser à la protection de leurs marchés régionaux. Ainsi, le vin de la région des *Vinhos Verdes* a-t-il pu être préservé, du moins jusqu'à ce que la reconversion ait conduit à l'affirmation du *vinho verde* blanc dans le marché national et international.

Le commerce du vin de *Porto* se fit beaucoup plus difficilement dans cette période. Le marché externe a chuté pendant la Seconde Guerre mondiale. Il a repris très lentement dans les années suivantes. Le marché interne n'a représenté que 5 à 8 % du total du vin de *Porto* commercialisé jusqu'aux années 60. Une grande partie de la production de vin du *Douro* (80 % en moyenne) a été commercialisée comme vin courant entre 1940 et 1960.

Cette période a été marquée par l'augmentation de la production indifférenciée de vin (production en masse). L'offre de vin a augmenté tendanciellement jusqu'à un maximum historique au début des années 60.

Cette augmentation est soutenue par un marché interne et externe (régions d'outre-mer) peu exigeant, par une augmentation de la productivité due au développement technique et par le développement de la petite et moyenne viticulture à côté des grandes exploitations.

Vers une nouvelle différenciation qualitative

Trois nouveaux facteurs caractérisent cette période : une évolution de la consommation vers des produits de qualité, la prééminence de l'industrie vinicole dans la filière productive et une logique institutionnelle très influencée par l'OCM du vin de l'Union européenne.

La division traditionnelle entre le vin de *Porto* et les autres vins a évolué vers une nouvelle logique de valeur. Avec le déclin du marché anglais après la Seconde Guerre mondiale, le vin de *Porto* s'est diversifié, tant dans sa gamme que dans ses marchés. À côté des catégories spéciales (*vintage*, *late bottled vintage*, etc.) qui lui permettent de satisfaire les populations les plus exigeantes (marchés d'Angleterre, des États-Unis, du Canada ou du Japon), le vin de *Porto* s'est aussi rendu populaire parmi les classes moyennes nationales et européennes. Cette composante se trouve aujourd'hui au même niveau de prix que d'autres vins de qualité, d'où résulte une bipolarisation plus centrée dans les vins de qualité (VQPRD), *Porto* inclus, et les vins de table.

Cette bipolarisation du secteur est aujourd'hui très nuancée. D'une part, le développement des produits intermédiaires augmente la gradation entre les vins de qualité et les vins de table : par exemple, vins de pays et vins de signature. D'autre part, deux logiques de valeur se superposent : l'une porte sur une **convention civique** (les VQPRD en général), l'autre sur une **convention industrielle** (Eymard-Duvernay, 1989) basée sur la marque commerciale.

L'accent mis sur l'Appellation d'origine (AO) ou sur la marque commerciale est aujourd'hui une stratégie commerciale importante dont les implications diffèrent sur le partage de la valeur. Tandis que les VQPRD s'inscrivent dans un contexte de partage de la valeur entre la sphère de la production et celle de la circulation (à cause de la gestion interprofessionnelle des AO), la marque commerciale apparaît comme une stratégie alternative du marché. Il s'agit d'une combinaison entre les pratiques productives de la sphère des vins courants et les normes sociales de réalisation de valeur de la sphère des vins de luxe basées sur la personnalisation, la renommée ou la rareté.

Ces superpositions des deux logiques de valeur maximisent la diversification de l'offre du produit, accroissent la concurrence dans la circulation et alimentent les possibilités de distinction sociale au niveau de la consommation. En effet, soit par la gradation des prix, soit par l'initiation et l'apprentissage nécessaire, discuter, choisir ou déguster du bon

vin sont, de nos jours, des tâches indépendantes du statut social. Comme le souligne Lambert (1995, p. 73), avec la vulgarisation des appellations d'origine, initialement moyens de différenciation des produits de haute gamme, les jeunes d'aujourd'hui et les buveurs de demain devront chercher d'autres signes de qualité, comme le prix, la présentation du produit, le cépage ou le pays d'origine.

L'évolution des forces productives, qui ont rendu possibles les mutations qualitatives énoncées, est sensible au niveau de la production et au niveau de la circulation du produit. Dans le premier cas, la professionnalisation des **patrimoines fonciers** et des **maisons agricoles** a fait émerger à la nouvelle catégorie des **producteurs-embouteilleurs** qui, bien qu'ils ne rivalisent pas avec l'industrie, permettent une large diversification dans le marché interne. L'agriculture familiale, à travers sa socialisation par les coopératives, contribue aussi à cette diversification. Dans les deux cas, le développement technique et les investissements subventionnés extérieurement (appuis nationaux et communautaires) permettent d'ajuster l'offre aux nouveaux modèles de consommation.

Au niveau de la circulation, cette période est caractérisée par le déclin du commerce spécialisé, l'augmentation de l'importance relative de l'industrie vinicole (en tant qu'agent de la distribution), la grande distribution alimentaire et la restauration. A ce niveau, les relations sociales de la production sont communes aux autres secteurs de l'activité économique étant, pour cela, soumises aux mêmes vicissitudes actuelles: insertion géostratégique du pays dans la **périphérie** européenne, accumulation intensive et concentration du capital, flexibilisation du travail, diminution de la responsabilité de l'Etat dans la reproduction sociale, etc.

Au niveau institutionnel, l'adoption de la PAC s'est soldée par plusieurs événements importants. Premièrement, par la construction d'une nouvelle architecture de gestion générale du secteur, moins liée à la définition des politiques et plus tournée vers l'application de l'OCM du vin: disparition des anciens organismes de coordination économique et restructuration des instituts officiels de supervision (IVV et IVP). Deuxièmement, par l'adoption d'une politique officielle de qualité qui se traduit par le passage de 8 à 48 RD (1979-1994) avec toutes les altérations institutionnelles qui en découlent: adéquation des organismes de gestion des anciennes RD (très dépendantes de l'Etat et dominées par la production viticole) à une nouvelle structure interprofessionnelle; création d'organismes interprofessionnels pour la gestion des nouvelles RD et pour la certification des vins de pays; création et affirmation d'associations socioprofessionnelles pour la représentation des intérêts dans les nouvelles structures.

Finalement, conséquence d'une plus grande insertion dans les marchés communautaires, un appui institutionnel important est donné à l'internationalisation du vin portugais (ICEP, Viniportugal).

LA SPÉCIFICITÉ DE LA RÉGULATION VITI-VINICOLE AU PORTUGAL

Si nous comparons la viticulture portugaise (Simões, 1998) et celles des pays centraux, en particulier la France (Bartoli *et al.*, 1987), nous constatons qu'elles présentent des similitudes et des différences tout à fait remarquables.

Les similitudes que nous pouvons considérer comme des influences de la « centralité » viticole résultent du dualisme de la viticulture portugaise (telle que nous venons de la présenter) et de l'insertion du pays dans le contexte viticole européen et mondial. Afin de protéger au mieux le vin de *Porto*, le Portugal a accompagné toutes les évolutions internationales du secteur viti-vinicole; il a, en outre, signé la Convention de l'Union pour la protection de la propriété industrielle (conclue à Paris en 1883), l'Arrangement de Madrid de 1891 concernant la répression des fausses indications de provenances, l'Accord de Lisbonne de 1958 sur la protection des Appellations d'origine et leur enregistrement international. Il est membre de l'Office international de la vigne et du vin et a participé aux travaux concernant le secteur viti-vinicole dans le cadre des Accords du GATT et de l'OMC (Tinlot et Marquet, 1980; Tinlot, 1998).

D'une manière générale, nous constatons qu'au Portugal comme en France, il existe une forte relation entre les crises structurales et la création ou l'adaptation des dispositifs institutionnels. Jusqu'à 1861, date à laquelle la France a normalisé ses relations commerciales avec l'Angleterre, la viticulture portugaise a profité des incidents des relations franco-britanniques (Nye, 1994). A partir de cette date, et dans le cadre de libre commerce, le parallélisme s'est encore intensifié. Les crises naturelles de la seconde moitié du XIX^e siècle (surtout celles dues à l'oïdium, au phylloxéra et au mildiou) et les crises de surproduction du début du siècle et des années 30 coïncident dans les deux pays. La « guerre du vin » de 1907 en France a eu son équivalent au Portugal dans les revendications sociales qui ont conduit à la législation de 1907-1908. Dans les années 30, la mise en place du **statut viticole** en France est parallèle à l'**organisation corporative** au Portugal, qui est à l'origine de l'intervention directe de l'Etat dans le secteur. A partir de là, l'évolution différenciée des relations de production et des dispositifs institutionnels a conduit à beaucoup plus de différences que de similitudes.

Mais ce sont les différences résultant des spécificités des pays **centraux** et **semi-périphériques** qu'il est important d'analyser en détail. Pour le Portugal, on peut souligner: le rôle prépondérant d'un Etat « fort » et la faiblesse des organisations professionnelles; l'adoption tardive des nouveaux modèles de consommation et d'une politique de qualité au niveau de la production en raison de la fermeture du pays; le re-

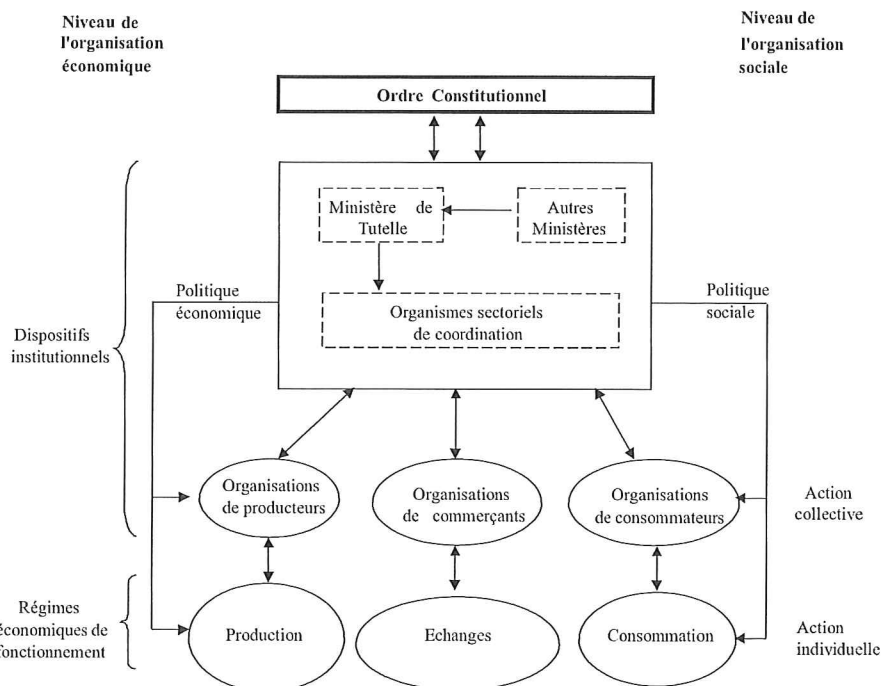
tard général des relations de production; l'importance de l'insertion du pays dans le régime international (Boyer, 1987, p. 51).

Le rôle prépondérant d'un Etat « fort »

L'intervention de l'Etat dans la viti-viniculture portugaise a commencé avec la Compagnie générale de l'agriculture des vignobles de *Alto Douro*, en 1756, dont la création et les normes de fonctionnement ont toujours dépendu de la volonté du pouvoir politique (Martins, 1998), déjà sous l'Ancien Régime (1756-1820), mais aussi après la Révolution libérale (1820-1852). On entre ensuite dans une phase de grande liberté pour la production et les échanges, suivie de nouvelles restrictions à partir de 1907. Pendant cette période, la fonction de l'Etat est réduite au pouvoir législatif et à l'arbitrage des conflits.

C'est donc à partir des années 30 que le rôle de l'Etat devient fondamental dans l'économie portugaise. La figure 1, construite à partir des propositions de North (1990), Sabel (1993) et de la synthèse de Boyer (1996, p. 34), rend compte de cette nouvelle organisation institutionnelle du secteur viti-vinicole.

Figure 1.
Représentation
institutionnelle du
modèle corporatiste
viti-vinicole



L'ordre constitutionnel repose sur la Constitution de la République (1933) et sur le Statut du travail national (1933) (influencé par la *Carta del Lavoro*). Conformément aux théorisations les plus divulguées en Europe du Sud (par exemple Spirito, 1933 et Manoilescu, 1938) qui font du corporatisme une synthèse du libéralisme et du socialisme, le premier projet corporatif national prévoit l'autogestion de l'économie visant le

bien-être collectif. Face à la faiblesse de l'organisation de la société civile, l'Etat crée ou impose de nouveaux organismes, agents de transmission des agences gouvernementales. Il s'agit là d'un véritable « corporatisme d'Etat » (Lucena, 1978).

Contrairement au cas français où les organisations professionnelles sont engagées fondamentalement dans la gestion du secteur, au Portugal, ce sont les **organismes sectoriels de coordination** (JNV, CVRVV, FVD, CD), dépendant directement des ministères, qui sont chargés de la fonction essentielle de la gestion viti-vinicole jusqu'à 1974 (figure 1). En absence d'une véritable liberté d'association, les organisations indifférenciées de producteurs (*Grémios da Lavoura*) et de commerçants du vin (GAV, GEVP, GEV) présentent plusieurs formes d'ingérence de la part de l'Etat, soit directement par la nomination de leurs représentants, soit indirectement par mesure de politique générale. Les organisations de consommateurs sont insignifiantes.

La structure corporative a laissé des racines profondes dans l'agriculture portugaise. Après 1974, cette structure a perdu ses aspects idéologiques, mais elle va cependant s'adapter et se maintenir jusqu'à l'application de la PAC, en 1986. Le projet socialiste qui a traversé la société portugaise en 1974-75 a contribué à cette évolution en s'appropriant, dans d'autres contextes et avec d'autres objectifs, l'intervention de l'Etat dans l'économie. Dans les cas où l'action collective (Olson, 1978) a été plus forte (exemple du *Douro*), l'Etat a dû se retirer afin de mieux gérer les conflits entre les sphères de la production et celles de la circulation du vin de *Porto*. Conséquence de ce retrait : les conflits ont retardé de 10 ans la création de l'interprofessionnalisme dans le vin de *Porto*. En effet, contrairement aux autres RD où les organismes interprofessionnels respectifs (CVR) ont été créés sans problème dès 1986, dans le *Douro*, la Commission interprofessionnelle (CIRDD) n'est apparue qu'en 1995 et encore, avec plusieurs mécanismes transitoires.

Une adoption tardive des nouveaux modèles de consommation

Depuis le début des années 70, un nouveau modèle de consommation du vin s'impose en France. Il se caractérise par une baisse du niveau moyen de consommation individuelle, la régression des consommateurs réguliers, l'augmentation des non-consommateurs et des consommateurs occasionnels, la préférence pour les produits d'appellation, etc. (Aigrain *et al.*, 1996). Ces tendances ont été plus ou moins suivies par d'autres pays producteurs de l'Europe du Sud (CFCE, 1989 ; Albisu *et al.*, 1989).

Au Portugal, malgré l'absence d'études globales sur les altérations des modèles de consommation de vin, plusieurs indicateurs (évolution

des dépenses de boissons dans les ménages, ventes de boissons dans le commerce et les restaurants, fréquence de consommation par sexe et âge, etc.) montrent que le modèle suivi en France est en train de s'introduire aussi au Portugal (Simões, 1998). Mais, la lente baisse de la consommation ne devient évidente qu'au milieu des années 80, avec l'apparition de nouvelles formes de consommation. Toutefois, le degré de pénétration de ce nouveau modèle reste très faible et ne concerne que quelques groupes sociaux. Globalement, le pays conserve encore une consommation de type traditionnel. En effet, le tableau 2 montre que seulement 32 % du vin est vendu au détail avec des bouchons de liège, notamment les VQPRD, les vins de pays, et quelques vins de table différenciés par la marque commerciale. De plus, 19 % du vin est vendu directement du producteur (viticulteur ou coopérative) au consommateur. Dans une étude récente, sur la région de Lisbonne, 57 % des enquêtés ne connaissent pas l'appellation VQPRD (Duarte et Ruivo, 1998). Ce retard est dû au faible niveau de développement économique du pays, qui rend plus difficile la pénétration de vins plus chers dans les habitudes des consommateurs.

| Tableau 2. Estimations des ventes au détail au Portugal (1997) | | Canaux de distribution | Type de vin | Poids relatif (%) |
|---|--|------------------------|--------------------------|-------------------|
| Commerce | | | Vin courant | 28,8 |
| | | | Vin bouché | 16,4 |
| | | | Vin de <i>Porto</i> | 1,7 |
| | | | Vin moussant et mousseux | 2,2 |
| | | | Vin apéritif | 1,8 |
| | | | Sous-total | 51 |
| Restauration | | | Vin courant | 11,3 |
| | | | Vin bouché | 15,5 |
| | | | Vin de <i>Porto</i> | 0,7 |
| | | | Vin moussant et mousseux | 1,0 |
| | | | Vin apéritif | 1,8 |
| | | | Sous-total | 30 |
| Vente directe | | | | 19 |
| Vente totale | | | | 100 |

Source : Estimations à partir de l'Annuaire A.C. Nielsen (1997)

L'adoption tardive d'une politique officielle de qualité

Contrairement à la France qui a misé très sérieusement, dès la fin des années 60, sur la qualité des productions, même dans la sphère des vins de table (avec pour exemple la création des « vins de pays » en 1968, ou le Plan de rénovation viticole de 1973), au Portugal, la portée des politiques de qualité esquissées à la fin des années 60 n'a eu que des résultats très limités : le nombre de RD (huit) s'est maintenu constant du début du siècle à 1979 (contrairement aux prévisions de 1907), le cadastre viticole national est seulement mis en place dans les RD existantes ; la sélection clonale des variétés apparaît en 1978 et ses premiers

résultats concrets, à la fin des années 80 ; la structure technologique des coopératives responsables de plus de 50 % de la production nationale est maintenue pratiquement inchangée depuis leur création (années 50 et 60) jusqu'à la fin des années 80.

Si au moment de l'intégration communautaire, les structures de production et de transformation étaient encore incapables de répondre aux modifications de la consommation interne et externe, la reconversion de la vigne portugaise est aujourd'hui une réalité. Elle est basée sur l'intégration en amont de l'industrie vinicole et bénéficie des subventions communautaires. Le tableau 3 montre que les productions de qualité ne deviennent réellement significatives qu'au début des années 90, à l'exception du *Porto*.

Tableau 3. Évolution de la structure de la production de vin (en %) au Portugal (1960-98)

| | | 1960 | 1970 | 1980 | 1985 | 1990 | 1995 | 1998 |
|--|--------------------------------|-------------|-------------|-------|------|------|------|------|
| Vins de Liqueur (VLQPRD, depuis 1986) | <i>Porto</i> | 1,9 | 2,9 | 5,6 | 5,5 | 7,8 | 10,2 | 14,9 |
| | Autres | < 0,1 | < 0,1 | < 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,2 |
| | Sous-total | 1,9 | 2,9 | 5,6 | 5,6 | 7,9 | 10,2 | 15,1 |
| Vins certifiés de RD (VQPRD, depuis 1996) | <i>V. Verde</i> ^(a) | <i>n.c.</i> | <i>n.c.</i> | 6,3 | 9,8 | 9,6 | 9,1 | 8,4 |
| | <i>Dão</i> | <i>n.c.</i> | <i>n.c.</i> | 0,7 | 1,3 | 2,8 | 2,0 | 2,7 |
| | Autres | | | | | 6,4 | 10,2 | 10,5 |
| | Sous-total | | | 7,0 | 11,1 | 18,8 | 21,3 | 21,6 |
| Vins de pays | | | | | | | 12,8 | 16,6 |
| Vins courants (de table, depuis 1996) | | 98,1 | 97,1 | 87,4 | 83,3 | 73,3 | 55,7 | 46,7 |
| Total | | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |

^(a) Valeurs estimées ; *n.c.* : non connu, mais peu significatif

Sources : INE (1960-1998) et IVV (1992-1998)

Le retard général des relations de production

La politique de développement suivie par le Portugal depuis la Seconde Guerre mondiale repose sur un développement industriel très lié au secteur exportateur et fondé sur de bas salaires qui entraînent une médiocre reproduction de la force de travail. Cette situation n'incitait pas à l'investissement dans le secteur viti-vinicole. Il s'en suivit une période de production de masse qui atteignit son maximum dans les années 60 et à laquelle succéda une régression jusqu'aux années 80. Le faible niveau des investissements dans la viti-viniculture (et dans l'agriculture en général) a conduit à une pénétration tardive des nouveaux moyens de production et des processus technologiques dans le secteur, et par conséquent, à une lente évolution de la productivité du travail. Cependant, du fait de la diminution de la population active agricole à partir des années 60 (concentration urbaine et émigration), certaines innovations technologiques concernant la vigne pourront être introduites (herbicides, mécanisation,

etc.) mais elles ne seront pas suffisantes pour modifier la structure mini-foncière de la majorité des régions viticoles.

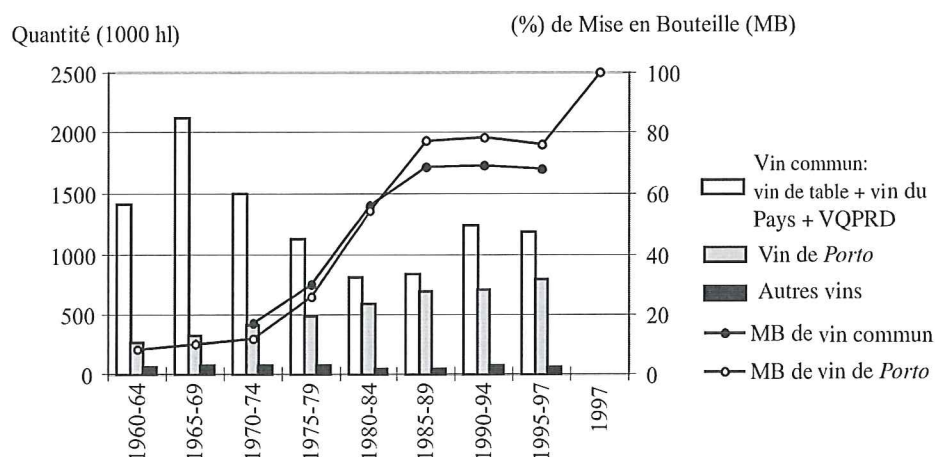
Ce modèle de développement est à l'origine d'une interpénétration de l'agriculture familiale à temps partiel et d'une industrie dispersée à main-d'œuvre intensive. Du fait de ses caractéristiques, la viticulture s'est bien adaptée à cette évolution : par la non-nécessité de travail permanent, par l'externalisation de la production de vin (coopératives et industrie) et par l'entraide des viticulteurs dans les opérations plus exigeantes en travail, en particulier les vendanges.

L'importance de l'insertion du pays dans le régime international

La position géostratégique du pays se reflète à deux niveaux dans le secteur viti-vinicole. Le premier avantage provient de son marché privilégié. Jusqu'à 1974, les colonies africaines, notamment, ont permis l'écoulement de grandes quantités de vin indifférencié (figure 2). Ce marché est encore très important : l'Angola consomme 22 % des exportations de vin non liquoreux. Pour ces pays, le Portugal fonctionne souvent comme un agent intermédiaire de re-exportation de vins de table, pas chers, importés de la Communauté. Le second avantage est dû à l'importance des rapports avec l'Union européenne au niveau des exportations et des sources de financement, ainsi qu'à l'adoption, par la force du processus d'adhésion, d'une organisation viti-vinicole qui privilégie les productions de qualité.

L'Union européenne consomme 92 % des exportations de vin de *Porto* et 49 % des autres vins portugais (moyenne de 1995-97). Par ailleurs, les instruments de financement, à l'abri des divers règlements communautaires, ont permis la re-structuration d'environ 10 % de la surface totale du vignoble portugais entre 1986 et 1997 (avec un subside moyen de 72,5 %); 6,5 % de cette surface totale ont été abandonnés et 273 projets ont été financés dans le domaine de la transformation, où un total de 278 entreprises est officiellement enregistré. Dans ce dernier cas, les altérations vérifiées ont constitué une véritable révolution technologique d'impact seulement comparable à la création d'un réseau national de coopératives dans les années 50 et 60. Finalement, au niveau institutionnel, l'adoption de la structure organisationnelle de l'OCM des vins, en particulier dans les VQPRD, entraîne la diminution de l'intervention directe de l'Etat dans le secteur, et stimule la participation des agents économiques dans leur gestion.

Figure 2.
Evolution des
quantités et
pourcentages de mise
en bouteille des vins
exportés



Notes: Les VQPRD ne deviennent significatifs qu'au début des années 80. Ils sont passés de 10 % du vin commun en 1980-1984, à 22 % en 1995-1997. Les quantités exportées correspondent aux moyennes annuelles des périodes considérées. Le pourcentage de mise en bouteille correspond à la première année de chaque période. 1997 est l'année à partir de laquelle toutes les exportations de vin de Porto sont mises en bouteille.

Sources: INEa (1960-1998) et IVV (1992-1998)

CONCLUSION

Cet article rend compte de la régulation viti-vinicole dans un pays de la périphérie européenne. C'est une contribution à la comparaison internationale des différents secteurs viticoles proposée par Boyer (1990, p. 75).

Les colonies jusqu'à 1974, puis les pays africains d'expression portugaise avaient une fonction importante dans l'exportation des vins de table. Grâce aux modèles de consommation des pays centraux, la différenciation des circuits de production et des échanges spécifiques qui, auparavant, ne concernait que le vin de Porto, touche désormais les VQPRD. A cet effet, le Portugal continue à opérer comme agent intermédiaire entre l'Europe et les pays d'expression officielle portugaise.

Au niveau interne, le Portugal a développé un ensemble de mécanismes typiques des pays semi-périphériques afin de garantir la stabilité sociale et favoriser sa reproduction: un Etat « fort », un tissu social spécifique et de forts mécanismes de solidarité sociale. Ces mécanismes ont permis une intervention directe de l'Etat dans la gestion du secteur, le maintien d'une organisation de la production et des échanges très dépendante des pouvoirs publics et le pari politique d'une production de masse (vins courants) qui s'est pourtant bien adaptée à la médiocre reproduction sociale en vigueur durant le *Estado Novo*.

Plus récemment, la plus grande ouverture du pays au marché et aux institutions européennes, par la force du processus d'intégration, a accé-

léré les modifications dans l'agriculture portugaise en général, et dans la viticulture en particulier.

Le passé de la viticulture portugaise montre une forte interdépendance entre les modèles de consommation, d'une part, et les modèles de production et des échanges, d'autre part; ce qui explique la réaction toujours positive de la production face à la demande du marché. Pour cela, les modifications structurelles des quinze dernières années ouvrent de nouvelles perspectives pour le futur de la viticulture portugaise, bien que la concurrence du marché européen laisse de faibles opportunités aux VQPRD portugais encore mal connus. Une bonne relation qualité-prix permettra l'exploration de nouveaux segments de marché dans les pays centraux pour les vins de qualité, elle maintiendra également l'intérêt des pays périphériques pour les vins de table.

BIBLIOGRAPHIE

- A. C. NIELSEN, 1997 — *Anuário*, Lisboa, A. C. Nielsen Company.
- AGLIETTA (M.), 1982 — *Régulation et crises du capitalisme: l'expérience des Etats-Unis*, Paris, Calmann-Lévy, 334 p.
- AIGRAIN (P.), BOULET (D.), LALANNE (J.-B.), LAPORTE (J.-P.) et MÉLANI (Ch.), 1996 — Les comportements individuels de consommation du vin en France: évolutions 1980-1995, Rapport INRA-ESR Montpellier, ONIVINS Paris, 128 p. et annexes.
- ALBISU (L.), DOMINGUEZ (J.) et ALEJANDRE (J.), 1989 — Actitud del consumidor ante la publicidad del vino, Comunicaciones INIA, Serie Economia, 31, INIA.
- BAPTISTA (F.), 1993a — *A política agrícola do Estado Novo*, Porto, Edições Afrontamento, 414 p.
- BAPTISTA (F.), 1993b — *Agricultura, Espaço e Sociedade Rural*, Coimbra, Fora de texto, 113 p.
- BARTOLI (P.), BOULET (D.), 1990 — Conditions d'une approche en termes de régulation sectorielle. Le cas de la sphère viticole, *Cahiers d'économie et sociologie rurales*, 17, 4^e trim., pp. 7-38.
- BARTOLI (P.), BOULET (D.), 1989 — Dynamique et régulation de la sphère agro-alimentaire: l'exemple viticole, Thèse d'Etat en sciences économiques, Université de Montpellier I, Montpellier-Paris, INRA ESR, 3 vol., 909 p. et annexes.

- BARTOLI (P.), BOULET (D.), LACOMBE (P.), LAPORTE (J.-P.), LIFRAN (R.) et MONTAIGNE (E.), 1987 — *L'économie viticole française*, Paris, INRA, 314 p.
- BOYER (R.), 1996 — The seven paradoxes of capitalism... Or is a theory of modern economies still possible? Discussion Paper 9620, Paris, CEPREMAP, 79 p.
- BOYER (R.), 1990 — Les problématiques de la régulation face aux spécificités sectorielles, *Cahiers d'économie et sociologie rurales*, 17, 4^e trim., pp. 39-76.
- BOYER (R.), 1987 — *La théorie de la régulation: une analyse critique*, Paris, La Découverte, 142 p.
- CFCE, 1989 — Italie: attitude du consommateur italien, *Marché international des vins et spiritueux*, CFCE.
- DUARTE (F.), RUIVO (P.), 1998 — Comportamentos de compra e de consumo de vinho em Portugal, *Compte Rendu du 4^e Simpósio de Vitivinicultura do Alentejo*, Évora, pp. 299-308.
- EYMARD-DUVERNAY (F.), 1989 — Conventions de qualité et formes de coordination, *Revue économique*, 40 (2), mars, pp. 329-359.
- INE, 1960-1998 — *Estatísticas Agrícolas*, Lisboa, Instituto Nacional de Estatística.
- INEa, 1960-1998 — *Estatísticas do Comércio Externo*, Lisboa, Instituto Nacional de Estatística.
- IVV, 1992-1998 — *Anuário*, Lisboa, Instituto do Vinho e da Vinha.
- LACROIX (A.), MOLLARD (A.), 1995 — L'approche sectorielle de la régulation, une problématique à partir de l'agriculture, *in*: ALLAIRE (G.), BOYER (R.) (eds), *La grande transformation de l'agriculture, lectures conventionnalistes et régulationnistes*, Paris, INRA-Economica, pp. 259-292.
- LAMBERT (J.-L.), 1995 — Prise en compte de la diversité des goûts et de la demande dans la différenciation des produits. L'exemple des vins, *in*: NICOLAS (F.), VALCESCHINI (E.) (eds), *Agro-alimentaire: une économie de la qualité*, Paris, INRA-Economica, pp. 65-74.
- LUCENA (M.), 1978 — Sobre a evolução dos organismos de coordenação económica ligados à lavoura (I), *Análise Social*, vol. XIV (56), pp. 817-862.
- MADRP, 1997 — *Números da Agricultura 1997*, Lisboa, Gabinete de Planeamento e Política Agro-Alimentar, 112 p.
- MANOILESCO (M.), 1938 — *Le Siècle du Corporatisme, doctrine du corporatisme intégral et pur*, Paris, Librairie Félix Alcan.

- MARTINS (C.), 1998 — Vinha, vinho e política vinícola em Portugal : do pombalismo à regeneração, Thèse de Doctorat, Évora, Universidade de Évora, 466 p. et annexes.
- MONITOR COMPANY, 1994 — *Construir as vantagens competitivas em Portugal*, Lisboa, Monitor Company, 190 p.
- NORTH (D.), 1990 — *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*, Cambridge and New York, Cambridge University Press.
- NUNES (A.), MATA (E.) et VALÉRIO (N.), 1989 — Portuguese economic growth 1833-1985, *The Journal of European Economic History*, vol. 18 (2), pp. 291-330.
- NYE (J.), 1994 — Les incidences des relations franco-britanniques sur le commerce du vin (1689-1860), *Cahiers d'économie et sociologie rurales*, 30, pp. 79-94.
- OLSON (M.), 1978 — *La logique de l'action collective*, Paris, PUF.
- SABEL (C.), 1993 — Constitutional Ordering in Historical Context, in : SCHARPF (F.) (éd.), *Games in Hierarchies and Networks. Analytical and Empirical Approaches to the Study of Governance Institutions*, Frankfurt, Campus Verlag/Westview Press.
- SANTOS (B.), 1990 — *O Estado e a Sociedade em Portugal (1974-1988)*, Porto, Edições Afrontamento, 280 p.
- SIMÕES (O.), 1998 — A economia do vinho no séc. XX: crises e regulação, Thèse de Doctorat, Lisboa, Instituto Superior de Agronomia, UTL, 450 p.
- SPIRITO (U.), 1933 — *Capitalismo e corporativismo*, Firenze, G. S. Sansoni-Editore.
- TINLOT (R.), 1998 — Le concept de loyauté dans les échanges commerciaux vinicoles, in : *Les composants stratégiques de l'avenir de la viti-viniculture*, Lisboa, XXIII^e Congrès mondial de la vigne et du vin, Tome III-Economie, pp. 3-10.
- TINLOT (R.), MARQUET (M.), 1980 — La protection des appellations d'origine et des indications de provenance, *Bulletin de l'OIV*, 588, pp. 122-142.
- WALLERSTEIN (I.), 1984 — *The Politics of the World-Economy: the State, the Movements and the Civilizations*, Cambridge, Cambridge University Press.
- WALLERSTEIN (I.), 1979 — *The Capitalist World-Economy*, Cambridge, Cambridge University Press.